



Independent observer
of the Global Fund

AU PREMIER FORUM DE PARTENARIAT DU FONDS MONDIAL, LA VOIX DE L'AFRIQUE SE FAIT ENTENDRE

Le Fonds mondial a organisé le premier d'une longue série de forums de partenariat à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne les 7 et 8 mai afin de recueillir les avis des bailleurs de fonds et des maîtres d'œuvre pour la prochaine stratégie opérationnelle de 2017-2021.

La nouvelle stratégie est censée améliorer le mécanisme de décaissement des 4 milliards de dollars dépensés par le Fonds chaque année. Pour cette première année de mise en œuvre totale du Nouveau Modèle de Financement, un total de 146 notes conceptuelles ont été soumises et 92 autres sont attendues d'ici la mi-2016.

La nouvelle stratégie doit mettre en évidence les nouvelles approches du Fonds mondial et de ses partenaires pour résoudre les préoccupations soulevées par les maîtres d'œuvre et les bailleurs de fonds. A savoir : la durabilité des programmes au-delà des subventions du Fonds mondial, l'intégration des droits de l'homme, une meilleure prise en compte des femmes et des jeunes filles dans les interventions et une meilleure implication des communautés dans la mise en œuvre et le suivi des programmes.

Le but est à terme d'accélérer l'éradication des trois maladies et d'identifier et soutenir des programmes qui respectent et promeuvent les populations les plus vulnérables et les droits humains. La stratégie vise également à renforcer la résilience des systèmes de santé communautaires, à promouvoir les stratégies innovantes pour mesurer les résultats et encourager le financement national pour continuer à progresser dans la lutte contre le Sida, la TB et le paludisme.

Ce forum, le premier d'une série de consultations stratégiques lancées par le Fonds mondial au-delà des circonscriptions du Conseil d'administration, visait à donner plus de voix et obtenir un engagement plus

important des parties prenantes africaines.

L'investissement du Fonds mondial pour les pays de l'Afrique sub-saharienne représente 65% de tous les décaissements annuels.

Ci-dessous, les priorités africaines qui ont été soulignées :

La durabilité signifie des systèmes plus forts.

Les coûts élevés en matière de santé contribuent à pousser les gens en dessous du seuil de pauvreté, ils doivent en effet payer pour des soins qui sont censés être gratuits ou à tarif réduit. Les délégués du Forum ont recommandé plus de transparence dans le renforcement des systèmes de santé et une meilleure prise en compte du renforcement des systèmes communautaires afin d'améliorer la qualité et l'accès aux soins publics, aux médicaments et aux données.

« L'investissement dans les systèmes de santé requiert l'attention particulière du Fonds mondial dans sa nouvelle stratégie pour assurer leur durabilité » a affirmé Dr Kebede Worku, le Ministre éthiopien de la Santé.

Les priorités devraient inclure la mise en place de systèmes d'information nationaux avec un cadre réglementaire clair, des indicateurs pertinents pour mesurer et comparer les performances selon la démographie, la circonscription et la charge de morbidité, ainsi que des systèmes permettant la collecte de données au niveau communautaire.

Le travail au niveau communautaire devrait recevoir plus de soutien à la fois technique et financier afin de garantir un succès plus important. Que cela soit plus de souplesse dans les programmes qu'ils peuvent mettre en œuvre ou une meilleure assistance technique pour mettre en place des structures de gestion adaptées, accentuer l'effort sur les communautés garantit le meilleur résultat possible.

Souplesse et adaptation aux contextes changeants

Faire preuve de souplesse est une priorité pour la planification et l'investissement. Le nouveau président du Conseil d'administration, Norbert Hauser a déclaré aux plus de 130 délégués que le Fonds avait besoin d'évoluer et d'investir de manière plus stratégique afin de respecter le calendrier de l'après 2015 et de mieux refléter les forces et les faiblesses de chaque pays.

Cela inclue les pays qui sont dans la catégorie « conditions difficiles » où des conflits aigus, chroniques et des flambées de maladies infectieuses comme Ebola ont empêché un accès aux soins durables et ont détruit les infrastructures sanitaires.

« Ces pays subissent 17% de la charge totale de morbidité », a observé Harley Feldbaum qui dirige la section stratégie et politique au Secrétariat.

Les pays qui sont en transition entre revenus faibles et revenus intermédiaires ont également besoin d'une attention spécifique, selon lui, car la charge des maladies est concentrée dans les pays à revenus intermédiaires. Cette remarque fait écho aux préoccupations exprimées par de nombreux délégués pendant le Forum quant au besoin de guider les pays pendant des transitions qui semblent réussies sur le papier, mais qui risquent de laisser pour compte les populations pauvres. Quand on dit qu'un pays est en hausse économiquement et qu'il n'a a priori pas besoin d'une aide étrangère cela ne signifie pas que tous ses citoyens bénéficient des richesses. Une meilleure approche consisterait à investir dans les programmes de santé qui mettent l'accent sur les droits de l'homme.

Droits de l'homme et populations clés

Les délégués ont rappelé aux représentants du Fonds que la charge de morbidité d'un pays baisse lorsque les personnes affectées par la maladie reçoivent une bonne prévention et des soins adaptés. Les programmes ciblant les populations vulnérables sont donc cruciaux pour combattre les maladies.

Les populations les plus à risque ont une prévalence bien supérieure à la moyenne nationale et ce, alors que la qualité des données les concernant est souvent faible, a déclaré Feldbaum.

Identifier ces populations nécessite un ensemble de données plus fiable qui allie les preuves épidémiologiques aux informations qualitatives à propos des droits de l'homme et les obstacles à l'accès aux soins. Sans cela, les pays risquent d'avoir des politiques incohérentes et des lacunes dans les soins fournis, ce qui réduit l'impact de l'investissement étranger et national dans la lutte contre la maladie.

« Un manque de clarté et de cohérence au niveau national concernant les populations clés, les droits de l'homme et de genre depuis l'élaboration de la note conceptuelle jusqu'à la mise en œuvre des programmes n'aboutit pas à des projets efficaces », a déclaré Nana Gleeson, membre de l'instance de coordination nationale du Botswana.

Réfléchir sur la manière d'améliorer l'interaction entre les ICN et les populations clés est difficile et délicat, mais le sujet ne doit pas être négligé. Un des moyens de renforcer ces relations pourrait être d'autoriser des organisations à représenter des individus que ce soit dans l'élaboration des notes conceptuelles ou dans la composition des ICN.

Dans les pays où les populations clés risquent des poursuites judiciaires simplement pour être ce qu'ils sont, comme dans les 34 pays d'Afrique subsaharienne où être gay est un crime, ce mécanisme pourrait garantir leur sécurité, comme l'a observé Vulindela Musibi de l'ICN du Swaziland.

[La procédure de plaintes concernant les droits de l'homme](#) du Fonds mondial lancée en avril 2015 pourrait aider mais changer les mentalités prend du temps.

Cela concerne les femmes et les jeunes filles

La plateforme [Women4GlobalFund \(W4GF\)](#) est une solution viable pour renforcer la mise en œuvre de la stratégie d'égalité des genres du Fonds mondial datant de 2008, son plan d'action pour 2014-2016 et la stratégie de l'orientation sexuelle et les identités de genre de 2009.

Les remarques du panel de révision technique sur la révision des notes conceptuelles ont concerné en priorité les interventions ciblées pour les femmes et les jeunes filles. Il a donc été recommandé que la stratégie 2017-2020 du Fonds mondial mette l'accent sur une gestion des cas différenciés pour répondre à la question de l'inégalité entre les genres.

Cela peut inclure les obstacles d'ordre structurel à l'accès aux soins, les interventions ciblant certaines communautés ou qui prennent en compte les violences à l'égard des femmes et la stigmatisation dont elles souffrent lorsqu'elles vivent avec le VIH ou la TB. Une meilleure représentation des femmes, des jeunes filles mais également des travailleuses du sexe, des femmes transgenres et des femmes usagères de la drogue a été recommandée.

Augmenter les investissements nationaux dans le domaine de la santé

Le succès de la reconstitution des ressources du Fonds mondial en 2016 dépendra de l'engagement des pays aux cofinancements. Même en Afrique subsaharienne qui comprend le plus grand nombre de pays

à faible revenus, les gouvernements doivent apporter leurs contributions. Les pays africains à l'exclusion du Maroc ont promis en 2001 d'investir 15% de leurs ressources nationales dans le secteur de la santé publique d'ici 2015. En 2012, seuls six des 43 pays pour lesquels des données sont disponibles avaient rempli cet objectif ([2014 Data report](#)).

« Les pays doivent augmenter leur participation financières s'ils veulent pérenniser les acquis obtenus grâce au soutien du Fonds mondial », a déclaré le Ministre éthiopien de la Santé.

[Read More](#)
